

SSPES 26.01.21 Message d'accueil

Monsieur le président de la KGU, je suis très honoré d'avoir été sollicité pour prononcer le mot d'accueil de votre 2^e journée de conférence.

Je m'exprimerai en tant que parlementaire fédéral (conseiller national) ayant consacré sa vie à la formation, en particulier à la formation gymnasiale. Ainsi mes 35 années d'enseignement comme professeur d'histoire et de français, dont 13 ans comme recteur du lycée-collège des Creusets, à Sion, m'ont permis d'acquérir une solide expérience mais aussi de jeter un regard global et cohérent sur la formation gymnasiale. J'ai par ailleurs eu souvent l'occasion, comme membre du comité de la CDGS puis responsable cantonal de la coordination entre les gymnases et la formation tertiaire, de réfléchir aux questions soulevées par votre *IVe Conférence Transition Gymnase-Université*, en particulier celles ayant trait à l'aptitude générale aux études supérieures, à l'interdisciplinarité et la durabilité. Et tout cela dans un contexte de réforme avec le projet *Evolution de la maturité gymnasiale*.

Mon message s'appuiera sur 3 axes : les finalités de la formation gymnasiale, le regard aiguisé d'un politique et enfin des perspectives d'avenir. De plus, actualité oblige, j'établirais quelques liens avec le coronavirus qui nous impose de nouvelles conditions de travail, mais aussi des remises en question.

1. Les finalités de la formation gymnasiale

Selon moi, il n'y a rien de nouveau dans la définition de la mission prioritaire des gymnases. L'art. 5 de l'ORRM, bien que rédigé il y a plus de 25 ans, garde toute sa pertinence et préserve la cohérence de la formation gymnasiale. En bref, « la capacité à suivre des études universitaires ainsi que l'acquisition de la pensée critique nécessaire à l'exercice d'une responsabilité dans la société » reste sa principale finalité. Cela implique :

- Premièrement, la **garantie de l'accès** aux universités, aux écoles polytechniques fédérales et aux hautes écoles pédagogiques sans examens d'admission. Cela n'est possible qu'avec un niveau d'enseignement élevé et de **qualité** s'appuyant sur un socle solide, établi sur 13 ans de formation dans tous les cantons, sans exception. Évidemment, des **enseignants** compétents et bien formés, reconnus par la société pour leur travail, sont les acteurs essentiels de cette exigence de qualité. Dans le préambule de notre règlement d'établissement, nous avons précisé que le gymnase était « un lieu privilégié de formation où se développe un esprit fait d'un solide humanisme professé par des hommes et des femmes à la personnalité riche et équilibrée sachant consacrer à leur tâche l'essentiel de leur énergie ». Le covid a mis en lumière la prééminence de l'enseignant, dans toute sa présence et sa personnalité, par rapport à l'outil informatique du e-learning.

- Cela me permet de passer à la deuxième priorité : exercer la **pensée critique** de nos étudiants. Seule une **approche humaniste**, fondée non seulement sur les sciences exactes et utilitaristes, mais aussi sur les lettres, les langues et les arts, peut conférer à l'étudiant une méthode de pensée critique établie sur des prérequis solides et des capacités de questionnement et d'analyse rigoureuses. Dans ce sens, l'attention portée dans cette *IVe*

conférence aux disciplines universitaires qui ne sont pas le prolongement d'une branche de maturité est très intéressante : le gymnase conduit bel et bien au champ très vaste des **études académiques** et non pas à une pratique professionnelle. J'avais pour habitude d'accueillir mes jeunes élèves de 1^{ère} année en leur disant que notre seule ambition était de de leur **apprendre à penser**. Nous avons cinq ans (durée du gymnase en Valais) pour les aider, au bout du cursus, à devenir des femmes et des hommes actifs et réflexifs dans une société sans cesse en mutation. Or, à l'heure du coronavirus et de son lot de critiques vaines et stériles envers et contre toute décision, une telle exigence est primordiale.

- Et nous touchons là à la troisième priorité : celle de **l'autonomie** que doit conférer la formation gymnasiale à nos étudiants au moment d'entrer dans leur vie universitaire. Et le fait que la société soit digitalisée ou non ne change rien à cet objectif majeur. Au contraire même, une fois de plus le covid l'a démontré, il est important que les étudiants puissent clairement distinguer, guidés par leurs maîtres, les outils de travail et les compétences fondamentales. L'excellente maîtrise d'un logiciel ne fera jamais plus de vous qu'un exécutant si vous négligez une approche créative.

2. Mon regard de politique

Premier constat : notre système gymnasial est **bon**, il a fait ses preuves (une très grande majorité des parlementaires estiment avoir été bien formés) et il ne faut pas réinventer la roue. Certes, l'évolution numérique des moyens d'enseignement et la mise en œuvre de **nouveaux enjeux** de transmission et d'évaluation du savoir exigent certaines adaptations rapides, accélérées même par le covid. Ainsi, l'automne passé, en participant en visioconférence à un séminaire sur la réalité virtuelle dans la formation et l'éducation, j'ai pris conscience que les perspectives de développement digitalisé étaient infinies. Cependant nous devons toujours garder à l'esprit les priorités définies précédemment : comment pouvons-nous, toujours mieux, « apprendre à apprendre » ?

Deuxième constat : il convient de défendre une **position claire** des gymnases par rapport à la diversité des voies de formation. Ainsi la formation professionnelle, dépendante du SEFRI, ne poursuit pas les mêmes objectifs. Dans un contexte de fort développement des maturités professionnelles et spécialisées, en particulier en Suisse alémanique sur le modèle historique de la Realschule allemande, il convient de réaffirmer que le 20 % de nos jeunes souhaitent se destiner aux études académiques. Dans ce sens, les grandes lignes directrices et les programmes élaborés par les uns et les autres se doivent d'être **spécifiques** par rapport à la voie de formation choisie. Nous ne devons pas professionnaliser les gymnases. Permettez-moi à ce stade de vous faire part de ma surprise d'apprendre que des **plans d'études cadres** sont mis en consultation simultanément avec les règlements de reconnaissance de la maturité, alors même que les objectifs de la filière n'ont pas été clairement rappelés voire précisés. Le risque de céder à un besoin de réponse utilitariste aux besoins techniques, économiques ou sociétaux du moment est très grand. Ou alors se sent-on pressé de proposer aux étudiants un **programme attrayant** en fonction de leurs attentes, comme par exemple dans le domaine des sciences environnementales. N'oublions pas que leurs préoccupations évoluent avec le temps et que l'école d'aujourd'hui ne sera pas celle de demain.

Troisième constat : ce sont **les cantons**, par la CDIP, la SMAK, votre KGU, la CDGS, la SSPES et bien d'autres instances qui sont vraiment aptes à sentir la réalité du terrain, celle qui est relayée avec clarté et discernement par vous, les **professeurs**. Prenons quelques exemples.

- Ce ne sont pas les milieux économiques, dont je fais partie à travers certains de mes mandats politiques, qui doivent imposer le niveau de **maîtrise d'une langue**. Le B2 n'est jamais qu'une certification et non une garantie que l'étudiant est capable de réfléchir dans une 2^e ou 3^e langue. Seul un professeur de gymnase peut développer l'enseignement d'un mode de pensée, d'une culture, voire d'une mentalité propre à la langue enseignée.
- Dans le même ordre d'esprit il convient absolument de restituer le débat au sujet de la **deuxième langue** (obligation de l'anglais en lieu et place d'une 2^e langue nationale) aux vrais acteurs régionaux sur le terrain.
- Un troisième exemple : celui des **branches cantonales**. Elles portent très bien leur appellation. Seuls les cantons à forte tradition d'enseignement des humanités peuvent comprendre et soutenir le fait que la philosophie ne soit enseignée que dans le second cycle d'études gymnasiales. Préserver cette compétence cantonale relève du bon sens.

3. Des perspectives d'avenir

Il est bon que l'on pose comme vous le faites dans le cadre de cette conférence les **questions fondamentales** pour le lycée et pour les matières universitaires. A l'heure du covid, l'identification des obstacles et des opportunités des nouvelles dimensions temporelles, spatiales et interactives qui impactent l'enseignement gymnasial d'aujourd'hui et sûrement de demain est essentielle pour préserver et améliorer les règlements et les programmes.

Dans ce sens, l'**interdisciplinarité** dont vous avez déjà débattu peut être un élément clé pour répondre en partie à ces nouveaux défis. Encore faut-il saisir les enjeux de sa mise en œuvre et les accepter. Si l'on veut éviter que cela devienne un fourre-tout, où règnent confusion et futilités, il faut clairement définir le cadre. De manière évidente, cela passe par une **formation spécifique des enseignants** concernés et peut-être au début par une approche plus modeste par **projets**. Selon moi, la vision systémique que peut offrir l'interdisciplinarité, ou dans une moindre mesure la pluridisciplinarité, doit s'appuyer, comme nous l'avons vu plus haut, sur des prérequis et de réelles compétences de synthèse à développer chez les étudiants. Prenons l'exemple concret d'un cours sur le climat : à qui l'attribuer, dans quel objectif prioritaire, avec quelles compétences, à l'aide de quels moyens spécifiques ?

Le jeu en vaut cependant la chandelle, surtout lorsqu'on constate que la principale réussite de la réforme précédente a été en fait le **travail de maturité**, longtemps décrié parce que sortant du cadre habituellement figé des cours. Il convient donc de poursuivre l'effort et de se doter d'arguments pertinents pour convaincre les politiques, et en particulier celles et ceux responsables de l'éducation, de conférer les **moyens** nécessaires à une telle réforme.

C'est à ce prix que nous pourrons aider nos dirigeants de demain formés dans nos gymnases à se sentir encore plus **humains**. Belle perspective d'avenir ... déjà révélée en partie par les enseignements de la crise actuelle du coronavirus.

Benjamin Roudit, 11 février 2021